

thenticité parfaite ; mais ici se trouve l'application du proverbe : que l'on ne prête qu'aux riches.

FRANCE.

—La procession dite du "Saint-Cordon" a eu lieu dimanche, 12 septembre, autour de Valenciennes, suivant l'usage antique, et a été favorisée par le plus beau temps. Cette procession, instituée depuis l'an 1008, à l'occasion d'une peste dont la ville était affligée et dont elle fut délivrée le 8 septembre, jour de la Nativité de la Vierge, a donné lieu à l'institution de la fête patronale de la ville et à la frappe d'une foire qui l'accompagne. Suivant une pieuse tradition, la cité fut entourée "extra muros" d'un cordon miraculeux, qui fut relevé dans les champs voisins. La procession annuelle suit religieusement depuis ce temps les traces du saint cordon et fait ainsi un parcours extérieur de plusieurs lieues. Le cortège, sorti de l'église Notre-Dame vers dix heures du matin après la grand'messe, n'est rentré qu'à quatre heures après-midi par la porte de Fagnars. Une halte a eu lieu sur les bords de l'Escaut, à St. Roch, et une prédication a été faite à la nombreuse assistance arrêtée en cet endroit. Cette cérémonie religieuse, la plus ancienne du pays, avait attiré une foule immense d'habitants de la campagne, qui, dès le matin, arrivaient en ville et garnissaient les abords de l'église Notre-Dame.

NAPLES.

—On écrit de Nocera au journal de Bruxelles :
"Le révérendissime P. recteur-majeur de la congrégation des PP. Rédemptoristes, instituée par St. Alphonse de Liguori, a été frappé d'un coup d'apoplexie, le 26 juillet, peu après avoir célébré le saint sacrifice de la messe. Le 30 juillet, il a demandé et reçu les derniers sacrements. Le 6 du mois d'août, LL. MM. le roi et la reine et toute la famille royale sont venus de Naples pour lui faire une visite. Les dernières nouvelles sont plus rassurantes, et donnent l'espoir qu'on pourra encore conserver une vie si utile à la religion."

PRUSSE.

—Le bruit court à Berlin que le synode général congédié, avec si peu de façons, compte être rappelé dans la capitale pour reprendre ses opérations si lentes et si incertaines, le 1^{er} février 1847. En attendant, la société Gustave-Adolphe appelle ses adeptes de tous les coins de l'Allemagne. Malgré cette bruyante convocation du bain et de l'arrière-bain du protestantisme, il paraît, par les correspondances de Berlin, que cette réunion générale des Adolphiens n'excite que très-faiblement l'intérêt public. On en parle peu, et peut-être n'en parlerait-on pas du tout sans le banquet monstre que, suivant la coutume sybaritique de Berlin, le directeur de la société a d'avance préparé à ses membres, et pour lequel on colportait des cartes d'entrée par toute la ville. Ce banquet a dû avoir lieu le 5 septembre.

—Si le grand-duc de Bade avait besoin d'une éclatante manifestation pour apprendre à distinguer ses amis de ses ennemis, il pourrait la trouver dans un fait qui vient de se passer à l'occasion du seizième anniversaire de sa naissance depuis son avènement au trône. Cette fête avait réuni dans un banquet solennel toute la magistrature et tout le clergé catholique du bailliage de Bloxberg, empressés de s'associer aux hommages publics rendus, en ce jour, au souverain et à sa maison. Le clergé protestant de la ville et des environs de Bloxberg s'abstint en masse, et bien évidemment par suite d'une résolution concertée, de prendre part au festin, lui qui ne manque jamais d'assister avec empressement aux bruyants repas qui suivent ses réunions religieuses ou politiques. Cette manifestation a produit dans le pays une profonde et pénible sensation, que le gouvernement et le prince lui-même ne pourront s'empêcher de partager.

NOUVELLES DIVERSES.

CANADA.

—Un journal de New-York mentionne un tremblement de terre dans l'Isle de Trinidad. Il y a eu quelques bâtimens détruits.

—Les patates sont attaquées sérieusement dans le Haut-Canada.

—On nous dit que le Major Campbell, seigneur de Rouville, a souscrit la somme de £100 pour aider à relever la Croix de St. Hilaire, qui a été renversée, comme on le sait, lors de la grande tempête.

—Le *British Whig* de Kingston dit que l'opinion prévaut généralement que le gouvernement impérial se prépare actuellement à adopter un plan pour la réunion de toutes les provinces britanniques de l'Amérique du Nord, en un seul gouvernement à la tête duquel serait un Vice-roi qui aurait sa résidence à Québec. Il y aurait des gouverneurs subordonnés à Frédéric-ton, Halifax, Charlottetown, etc., chargés de faire exécuter les lois de chaque province, jusqu'à ce que toutes ces lois des différentes provinces, fussent fondées en un code auquel seraient soumises les Provinces-Unies. Selon ce journal, le bureau colonial travaille fortement à ce projet, et c'est ce qui retarderait le départ de lord Elgin pour le gouvernement du Canada.

Minerve.

—Dernièrement, à Ste. Marie, (District de Québec) Elzéar Duchesney, écrl., a été condamné à payer amende de cinq piastres pour avoir refusé de faire fonctionner la loi actuelle d'éducation.

Ce monsieur, qui est lieutenant-colonel de milice, commissaire des petites causes et magistrat, a été en juillet dernier, élu commissaire d'école avec

R. A. Fortier, écrl., régistrateur du comté. Comment se fait-il qu'avec de tels hommes pour commissaires, cette paroisse soit encore, à l'heure qu'il est, sans écoles ?

Journal de Québec.

Pief St. Maurice et St. Etienne.—La vente de ces siefs a eu lieu, au bureau de P. B. Dumoulin, Ecuyer, l'Agent du Bureau des Terres de la Couronne ; et ils ont été adjugés à Henry Stuart, Ecuyer, le propriétaire des Forges St. Maurice, pour la somme de £5,900.

Gazette des Trois-Rivières.

Chemin de fer de Québec à Saint-Andrews (Nouveau-Brunswick).—On lit dans un journal de Saint-Andrews :

"Une assemblée d'actionnaires du chemin de fer de Saint-Andrews à Québec et d'autres personnes s'est tenue aujourd'hui (7 octobre) à l'hôtel de ville. Plusieurs discours éloquentes ont été prononcés, et la plus grande unanimité jointe à une entière confiance dans l'entreprise a paru régner dans l'assemblée. La liste de souscription s'élève maintenant au-dessus de £25,000, et il sera incessamment convoqué une assemblée générale à l'effet d'élire des directeurs et d'adopter les mesures les plus vigoureuses pour avancer l'entreprise. Tout doute sur la possibilité de construire le chemin et sur son succès final est dissipé : nous sommes maintenant certains d'avoir un chemin de fer."

FRANCE.

—On assure que des dépêches viennent d'être expédiées à M. le vice-amiral prince de Joinville, avec l'ordre de faire voile avec son escadre pour les côtes orientales de l'Espagne, afin d'empêcher par une surveillance active débarquement éventuel du comte de Montemolin et des autres chefs carlistes. Quelques bâtimens seront envoyés dans le même but de Brest et de Rochefort sur la côte orientale de la Péninsule. Cette croisière devra en même temps surveiller les débarquemens d'armes et de munitions de guerre.

Il y a déjà deux jours que des ordres analogues ont été expédiés aux autorités françaises sur toute la ligne de la frontière de terre.

ANGLETERRE.

—Le *Sun* nous apprend que M. le comte de Montemolin et le général Cabrera sont arrivés à Londres par Douvres. Le fils de don Carlos habite l'hôtel de Brunswick (Hanover Square) et il y mène une vie très retirée. On suppose qu'il négocie un emprunt et qu'il se consulte avec ses partisans pour être en mesure d'accomplir le plutôt possible ce qu'il a promis dans sa proclamation aux Espagnols.

Dans cette proclamation rédigée avec assez d'habileté, le prince promet des institutions appropriées au temps et le respect de la propriété ; il recommande l'oubli du passé et la fusion des partis.

Le journal anglais ajoute que plusieurs agens de la police de sûreté de Paris ont été envoyés à Londres pour y surveiller les mouvemens du fils de don Carlos et de ses partisans.

Des lettres particulières de la frontière annoncent que le comte de Montemolin est en Catalogne. C'est aussi ce qu'annonce un journal de Paris comme un fait positif.

Nous recevons une lettre de la frontière qui annonce que quatre-vingt insurgés, parmi lesquels plusieurs prêtres, ont été pris et fusillés à Lérida.

A la Seu-d'Urgel plusieurs prêtres, ont été exécutés par le garror. Parmi eux, il s'en trouve un qui, dit-on, a rempli les fonctions d'évêque, et un chanoine qui a longtemps desservi la paroisse française de Nabuja, et qui se nomme Gazi. Cette dernière nouvelle paraît officielle.

D'après le *Morning Herald*, des instructions viennent d'être envoyées au vice-amiral sir William Parker pour lui prescrire de tenir concentrées, dans les parages de Cadix et Gibraltar, les forces navales placées sous ses ordres. D'un autre côté, l'escadre commandée par le prince de Joinville, ya, dit-on, se diviser en deux sections, dont l'une doit se rendre et se tenir sur les côtes d'Espagne jusqu'à nouvelle ordre.

Le 1^{er} octobre, la bourse de Paris a été extrêmement agitée, et les fonds français ont éprouvé une forte baisse. Ce mouvement a été en partie produit par un paragraphe des *Débats* annonçant que la flotte anglaise d'évolution est revenue vers Cadix et doit être renforcée par huit navires de la Méditerranée. Cette circonstance a été considérée par les spéculateurs comme d'un menaçant augure et a terminé des ventes considérables.

—D'après nos informations, l'Autriche et l'Angleterre seraient complètement rapprochées dans leur politique relative aux affaires d'Espagne. L'Angleterre aurait fait à l'Autriche la concession de se montrer beaucoup moins défavorable au comte de Montemolin. Depuis 1831, le cabinet de Londres se considérait comme engagé par le traité de la quadruple alliance ; mais, par suite de ses griefs précédens et de la conduite tenue par le système dans la question du mariage, le ministère anglais se regarderait comme délié des engagements que lui imposerait ce traité.

L'Angleterre serait résolue à n'intervenir ouvertement et par la force qu'autant que la cour des Tuileries passerait outre à la célébration du mariage de M. le duc de Montpensier. Dans tous les cas, si les chances de la guerre étaient favorables au prétendant, le cabinet anglais se résoudrait à le reconnaître par respect, aurait dit lord Palmerston, pour la volonté et l'indépendance du peuple espagnol.

La question d'Espagne prendrait dès-lors une tournure toute nouvelle, puisque l'Angleterre marcherait d'accord avec les puissances du continent. La France encore une fois resterait isolée. On ajoute que le ministère britannique aurait stipulé des garanties en faveur du principe représentatif et de